

# Institut d'Economie Douanière et Fiscale

## Questions du Grand oral

### De la 41<sup>ème</sup> promotion

N°	Questions
01	Dans un contexte de baisse de recettes budgétaires, il vous est demandé en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures essentielles permettant la satisfaction des besoins fondamentaux de la population.
02	Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures permettant de concilier la hausse des ressources fiscales ordinaires et la nécessaire incitation à investir.
03	Il vous est demandé, en qualité de cadre de l'Administration douanière, de proposer des mesures d'amélioration du rendement de l'Administration douanière.
04	Pensez-vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, que le mécanisme actuel de suivi et d'évaluation, tant interne qu'externe, des dépenses publiques contribue à l'amélioration de leur efficacité ?
05	Nos Etats (Algérie et Tunisie) font face à de nouveaux défis qui détermineront l'avenir de nos nations. La question de la gestion publique en est un, dans la mesure où l'Administration doit nécessairement passer d'une logique de moyens à une logique de résultats en matière de finances publiques. Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de suggérer des mesures pouvant relever un tel défi.
06	Présentez et analysez de manière essentielle les objectifs, les grands axes et les limites des programmes de modernisation de l'Administration fiscale en Algérie et/ou en Tunisie.
07	Dans quelle mesure une délégation du pouvoir fiscal au niveau local contribue à l'amélioration des ressources des collectivités locales ?
08	Vous êtes chargé(e) de mettre en place une action de communication pour améliorer le consentement à l'impôt : quels sont, alors, les principaux thèmes de cette action ?
09	Quelles sont les mesures fiscales susceptibles d'être prises pour encourager davantage l'investissement dans une période de crise ?
10	Quelles sont selon vous, en qualité de cadre au Ministère des Finances, les mesures susceptibles d'améliorer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ?
11	Comment selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, la décentralisation peut-elle être un moteur de développement économique ?
12	Pensez-vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, que la mise en place d'un système d'information (SI) peut mener à l'amélioration du service aux usagers et de l'efficacité de l'administration ?
13	Quelles sont selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, les mesures d'austérité et/ou de rationalisation budgétaire à prendre en période de crise ?
14	Que vous inspire, en tant que cadre au Ministère des Finances, la soutenabilité budgétaire ?
15	Les investisseurs préfèrent-ils les incitations fiscales (exonérations d'impôts) à la sécurité juridique et à la stabilité fiscale ? Pourquoi ?
16	De manière générale, est-ce que le contrôle exercé sur les dépenses publiques est efficace ? A quel niveau pourrait être appréciée l'efficacité du contrôle ?
17	Quelles sont selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, les mesures susceptibles d'améliorer la situation de la trésorerie publique et la gestion rationnelle des liquidités du Trésor ?
18	« Le Contrôle Financier est avant tout préventif et vaut davantage par ce qu'il empêche et qu'on ne mesure pas que par ce qu'il sanctionne. » Commenter.
19	Le contrôle réalisé par les services de l'IGF en Algérie et/ou CGF en Tunisie est-il redondant par rapport à celui effectué par la Cour des Comptes ? Dites en quelques mots les arguments qui rapprochent ces deux contrôles et ceux qui les distinguent ?
20	Comment la douane peut-elle concilier l'impératif de facilitation et l'efficacité du contrôle ?